

SUBVENTIONS
UE ET ONG, LA
GRANDE GABEGIE

ÉCONOMIE
VERS UN NOUVEAU
PROTECTIONNISME

GREEN DEAL
L'AUTOMOBILE
SACRIFIÉE

MAI - JUIN 2025 / NUMÉRO 19

VU D'EUROPE

LE MAGAZINE DES DÉPUTÉS RASSEMBLEMENT NATIONAL DU GROUPE PATRIOTES POUR L'EUROPE

2024-2025



UN AN DE COMBAT POUR LA FRANCE ET L'EUROPE DES NATIONS

PATRIOTES
POUR L'EUROPE

PATRIOTES

POUR L'EUROPE



**Avec Jordan Bardella, les députés
du Rassemblement National
défendent la France et les Français
au Parlement européen.**

Mathilde **ANDROUËT** • Jordan **BARDELLA** • Christophe **BAY** • Marie-Luce **BRASIER-CLAIN**
Marie **DAUCHY** • Valérie **DELOGE** • Mélanie **DISDIER** • Anne-Sophie **FRIGOUT**
Angéline **FURET** • Jean-Paul **GARRAUD** • Catherine **GRISET** • France **JAMET**
Virginie **JORON** • Fabrice **LEGGERI** • Julien **LEONARDELLI** • Thierry **MARIANI**
Aleksandar **NIKOLIC** • Philippe **OLIVIER** • Gilles **PENNELLE** • Pascale **PIERA** • Pierre **PIMPIE**
• Julie **RECHAGNEUX** • André **ROUGÉ** • Julien **SANCHEZ** • Pierre-Romain **THONNET**
Rody **TOLASSY** • Matthieu **VALET** • Alexandre **VARAUT** • Séverine **WERBROUCK**

Sommaire

- 4 **Éditorial** de Jean-Paul Garraud
- 5 **Éditorial** de Jordan Bardella

Dossier

6



- 6 **Les cycles économiques** : Du libre-échange au protectionnisme
- 8 **La faillite du libre-échange de l'Union européenne**
- 9 **Vers un protectionnisme européen** : un choix rationnel et inévitable

Actualité européenne

10



- 10 La « Réserve des talents », **nouveau Cheval de Troie de l'immigration massive**
- 11 Le « **Coran européen** », un exemple de réécriture de l'Histoire pour justifier plus d'immigration
- 12 Contrôle des investissements étrangers : **notre souveraineté industrielle bradée**
- 13 **Le 28e régime**, ultime piège européiste
- 14 Union Européenne et ONG : **La grande gabegie**
- 16 **L'automobile sacrifiée sur l'autel du Green Deal** : les Patriotes passent à l'offensive
- 17 Hydrogène : **L'Europe saborde l'aviation du futur**
- 18 Un an après le 9 juin 2024, **le sursaut européen**
- 19 **Journées d'étude à Athènes du groupe patriotes**

Tribunes

20



- 20 **Le handicap invisible**, oublié des politiques publiques
- 21 Décisions des juridictions supranationales : **quels impacts sur notre sécurité ?**

Belle Europe

22



- 22 **Lettonie, les charmes baltes**
- 25 **Interview** - Vilis Krištopans, député européen du parti Latvija pirmajā vietā

Lu pour vous

26



- 26 Mieux connaître notre histoire en lisant **Histoire de la Nation française** d'Éric Anceau

PATRIOTES
POUR L'EUROPE

ÉDITÉ PAR LA DÉLÉGATION FRANÇAISE DU GROUPE PATRIOTES POUR L'EUROPE

Directeurs de la publication : Philippe Olivier et Laurent Husser

Pour joindre la rédaction : Groupe PÉ, Parlement européen

Alliée du Printemps 1, avenue du Président Robert Schuman - Bureau M03079 - 67 000 Strasbourg

Imprimeur : Roto Presse du Centre - Maquette : HERMOD Communication

Crédits photos : Sipa presse, AdobeStock, Wikipédia, Parlement européen

VERS UN NOUVEAU PROTECTIONNISME EUROPÉEN

Le retour de Donald Trump à la Maison Blanche a rappelé aux Européens la nécessité d'instaurer un protectionnisme économique au service de nos entreprises.

par **Jean-Paul Garraud**

Député européen

Président de la Délégation française du groupe Patriotes pour l'Europe



Depuis des décennies, les élites bruxelloises et leurs relais nationaux ont tenté de faire croire que l'histoire était finie, que le marché devait régner en maître sur les choix politiques, et que la mondialisation libérale constituait un horizon indépassable. Cette idéologie a méthodiquement déconstruit nos économies, désindustrialisé nos territoires, et fragilisé nos peuples.

La pandémie de COVID-19 a démontré notre dépendance stratégique à des pays tiers pour des produits essentiels : médicaments, masques, équipements médicaux. La guerre en Ukraine a révélé notre faiblesse énergétique et notre soumission aux logiques américaines.

Face à ces dérives, une évidence s'impose : l'heure du protectionnisme intelligent est venue. Il ne s'agit pas de prôner l'autarcie, mais de reprendre le contrôle sur nos productions, nos frontières économiques, nos politiques industrielles. Il s'agit de faire ce que toutes les grandes puissances du monde font déjà : protéger leurs intérêts nationaux, soutenir leurs entreprises, garantir leur souveraineté.

Nous aborderons également dans ce magazine d'autres sujets d'importance, notamment le financement massif des ONG par l'Union européenne. Entre 2019 et 2023, près de 17 milliards d'euros ont été distribués à plus de 33 000 organisations sans définition claire ni contrôle sérieux, parfois liées à des intérêts étrangers ou à des mouvances islamistes.

Nous vous expliquerons aussi le scandale du « Coran européen ». Près de 10 millions d'euros de fonds publics alloués à un projet prétendant démontrer l'influence positive de l'islam sur l'Europe entre le XII^e et le XIX^e siècle.

Enfin, nous vous alerterons sur les attaques contre les automobilistes et la liberté de circuler. Hausse des taxes, interdiction de circuler en ville, obligation de passer à l'électrique sans infrastructure adaptée : tout est fait pour contraindre, punir, culpabiliser. Et ce sont les classes moyennes, les ruraux, les familles nombreuses qui en paient le prix. Une écologie de l'interdiction au service des lobbies, contre le bon sens populaire.

Notre regard européen nous conduira en Lettonie, pays balte encore méconnu mais au patriotisme vivace. Nous avons rencontré Vilis Krištopans, député européen et président du parti *Lettonie d'abord* ! Un homme engagé, lucide sur les dérives de Bruxelles, et résolu à défendre les intérêts de son peuple.

Chers lecteurs, je vous souhaite une excellente lecture ! ■



LONGUE VIE AUX PATRIOTES D'EUROPE !

Depuis le 9 juin 2024, contre l'écologie punitive, contre les persécutions visant les automobilistes, contre les normes absurdes, contre l'immigration incontrôlée, le groupe des Patriotes pour l'Europe est une force incontournable au Parlement européen.

par **Jordan Bardella**

Député européen

Président du groupe Patriotes pour l'Europe

Il y a un an, une vague démocratique sans précédent s'est levée, en France et partout en Europe. Les peuples ont fait entendre leur voix, celle de l'Histoire qui reprend son cours. Celle de ceux qui refusent la soumission et la disparition, qui rejettent l'effacement et le déclassement.

Le 9 juin 2024, la liste que j'ai eu l'honneur de conduire a recueilli plus de 30 % des voix, infligeant un désaveu clair et sans appel à l'Europe de Macron.

Depuis, au Parlement européen, notre groupe des Patriotes pour l'Europe est devenu une force incontournable. Fini le temps de l'isolement, nous pouvons désormais peser. Contre l'écologie punitive, contre la guerre idéologique menée par Bruxelles à l'industrie automobile, contre la fiscalité absurde qui menace les automobilistes, contre cet impôt de papier qu'on appelle « les normes » et qui plombe nos entrepreneurs : nous menons ces batailles essentielles, et nous avons obtenu de premières victoires.

Grâce à nous, ces normes irréalistes, imposées par des bureaucrates n'ayant jamais mis les pieds dans une usine, ont été suspendues. Grâce à nous, le *Green Deal*, qui menace de ruiner nos agriculteurs, est aujourd'hui remis en cause. Grâce à nous, le projet d'une nouvelle taxe sur les carburants, qui ambitionne de frapper les classes moyennes et populaires, est dénoncé, exposé, combattu. Grâce à notre influence, et sous notre pression, plusieurs gouvernements européens prennent acte du danger que fait peser l'immigration massive pour notre sécurité.

Sur tous les grands sujets qui structurent la vie quotidienne, nous sommes les lanceurs d'alerte autant que les gardiens du réel. Nous sommes ceux qui, chaque jour, dénoncent les dérives, réveillons les consciences, informons les peuples, et se préparent à agir.

L'histoire de l'Europe n'est pas celle d'une résignation. Elle est celle de renaissances successives, forgées dans l'adversité. Quand Athènes fut envahie, la pensée a survécu. Quand Rome s'effondra, l'Europe chrétienne s'est levée. Quand les nations furent broyées par les empires, elles ont retrouvé leur voix. Quand le mur de Berlin s'est effondré, la liberté a triomphé. Et à chaque siècle, quand tout semblait perdu, l'esprit européen renaissait.

Pensons à ces mots de Victor Hugo : « Rien n'est plus puissant qu'une idée dont l'heure est venue ». La victoire du 9 juin 2024 en annonce de plus belles encore à venir.

Longue vie aux Patriotes d'Europe ! ■

« SUR TOUS LES GRANDS SUJETS QUI STRUCTURENT LA VIE QUOTIDIENNE, NOUS DÉNONÇONS LES DÉRIVES, RÉVEILLONS LES CONSCIENCES, INFORMONS LES FRANÇAIS, ET NOUS NOUS PRÉPARONS À AGIR. »

Les cycles économiques

Du libre-échange au protectionnisme

Le port de Santos, plus grand du Brésil, prêt à inonder l'Europe d'exportations détaxées grâce au traité de libre-échange avec le Mercosur. ►

Depuis des décennies, les tenants du mondialisme expliquent qu'avec le triomphe du libre-échange depuis les années 1990, nous connaîtrions la fin de l'histoire économique. Or, depuis quelques années — et de manière plus explosive encore avec le retour tonitruant de Donald Trump à la Maison-Blanche —, le sens de l'histoire qu'on disait immuable s'est inversé. L'économie mondiale n'a certes pas renoncé au productivisme, mais les gouvernants du monde entier, dans chacun de leur pays, accordent désormais une priorité évidente à la production nationale par rapport aux chaînes d'approvisionnement mondiales. L'Union européenne, qui n'a rien vu venir et qui éprouve les plus grandes difficultés à adapter son logiciel mondialiste, tente de faire nager nos États à contre-courant. Pour l'Europe, le risque, dans ce monde sans pitié, c'est la noyade !

par **Philippe Olivier**

Paul Bairoch, l'économiste qui avait prédit le retour du protectionnisme

En rupture avec les dogmes de son temps, Paul Bairoch a, dès les années 1990, montré que l'histoire économique mondiale n'est pas une marche linéaire et irrésistible vers le libre-échange, mais une succession de cycles faite de flux et de reflux entre protectionnisme et libre-échange. Dans un monde où, à l'évidence, la mondialisation se rétracte et le protectionnisme s'impose partout, sa pensée redevient centrale.



Un économiste contre la pensée unique

Né à Anvers en 1930, Paul Bairoch fut professeur à l'université de Genève et historien de l'économie reconnu pour son approche empirique et nuancée. Contrairement à la tradition libérale dominante dans les années 1970-1990, il démontra que l'essor économique des nations n'a pas toujours été lié à une ouverture commerciale

absolue, bien au contraire. Dans ses ouvrages majeurs, comme *Mythes et paradoxes de l'histoire économique* (1994) ou *Victoires et déboires* (1997), il mettait à mal plusieurs idées reçues sur les bienfaits universels du libre-échange.

À partir d'une analyse couvrant plusieurs siècles, il démontre que, dans l'histoire économique, le

protectionnisme est la règle, le libre-échange l'exception. Les périodes de libre-échange profitent aux intérêts privés, tandis que les phases protectionnistes servent, au contraire, à asseoir la puissance des États.

Protectionnisme : levier de développement, pas frein

L'un des apports majeurs de Bairoch est d'avoir montré que le libre-échange n'est pas synonyme de croissance. Il montre, par exemple, que l'industrialisation britannique avait été rendue possible par des décennies de protectionnisme antérieur, notamment à travers les *Navigation Acts* et diverses barrières douanières.

De même, l'essor des États-Unis au XIX^e siècle s'est fait sous un régime hautement protectionniste : les droits de douane américains étaient parmi les plus élevés du monde industrialisé jusque dans les années 1930.

Il conclut avec cette sentence politiquement très incorrecte : « Aucune grande puissance industrielle ne s'est développée historiquement dans un contexte de libre-échange intégral. »

La revanche de Bairoch

Aujourd'hui, la pandémie, la guerre en Ukraine, les tensions sino-américaines et la prise de conscience de dépendances fatales ont révélé les limites d'une mondialisation fondée sur la seule logique du coût. De plus en plus de pays cherchent à relocaliser des productions stratégiques : médicaments, semi-conducteurs, énergies, productions industrielles.

L'*Inflation Reduction Act* de Joe Biden aux États-Unis, après les droits de douane de Donald Trump, les ambitions chinoises d'autosuffisance ou les subventions massives en Inde témoignent de manière structurelle de ce virage mondial.

Comme pour Maurice Allais, le brillant et courageux prix Nobel français d'économie, lui aussi critique de la mondialisation, il aura fallu attendre 2025 pour voir couronner les analyses de Paul Bairoch.





La faillite du libre-échange de l'Union européenne

Les dogmes du libre-échange prônés par l'Union européenne apparaissent comme l'une des causes structurelles de notre faillite. Plusieurs failles se dévoilent : une industrie démantelée, une dépendance stratégique accrue, un marché intérieur déséquilibré.

par **Pierre Pimpie**

L'Allemagne a su tirer parti du système en misant sur une production haut de gamme, à forte valeur ajoutée, moins exposée à la concurrence par les prix et moins vulnérable à un euro fort. La France, elle, est restée trop concentrée sur le moyen de gamme, plus sensible au niveau des prix. Résultat : l'Allemagne exporte massivement véhicules et produits chimiques ; la France importe et se désindustrialise. En 2000, leurs tissus industriels étaient comparables. En 2024,

l'industrie représente 19,7 % du PIB en Allemagne, contre 16,8 % en France. À la clé : 240 milliards d'euros d'excédent pour l'une, 81 milliards de déficit pour l'autre.

La logique libre-échangiste de l'Union fait obstacle à la préférence nationale. Cela a permis à l'Allemagne d'imposer son modèle industriel, fondé sur l'excédent commercial, mais a entraîné la désindustrialisation de pays comme la France, devenus importateurs de produits stratégiques.

La pandémie a mis en lumière la soumission des États à des chaînes d'approvisionnement mondiales fragiles. La guerre en Ukraine a prolongé cette leçon, en dévoilant notre dépendance énergétique et notre

impréparation industrielle. L'idéal du marché ouvert s'est effondré face au retour brutal du réel.

L'Union tente de réagir sous des contraintes qu'elle s'est elle-même imposées. Les considérations de compétitivité du rapport Draghi, du *Green Deal* ou de la Boussole stratégique ne sont pas les fruits d'une volonté politique souveraine, mais des réponses défensives, extorquées à une Union confrontée à ses propres impasses. L'UE confond malheureusement simplification et harmonisation. Elle se fourvoie dans des accords de libre-échange, comme le Mercosur, et dans la promotion de l'union des marchés de capitaux.

Pendant ce temps, les États-Unis relocalisent leur industrie grâce à des subventions massives et à une pression à la baisse sur le dollar. La Chine, elle, finance son expansion sans se soucier d'engagements climatiques. Seule l'Europe continue de se battre avec un bras attaché dans le dos.

Reprenre le contrôle passe par un soutien à l'innovation, à la relocalisation et, si nécessaire, par des mesures tarifaires ciblées. Mais cela suppose, au préalable, que la France recouvre sa souveraineté commerciale, douanière et industrielle.

Les réponses européennes : tardives et inadaptées

- **BOUSSOLE STRATÉGIQUE (2022) :** Affichage d'une autonomie géopolitique européenne, sans leviers économiques réels.
- **GREEN DEAL INDUSTRIEL :** Normes climatiques complexes, déconnectées des réalités productives. L'UE prétend rivaliser avec l'IRA américain, mais bride ses propres entreprises.
- **DIRECTIVE « OMNIBUS » (2024) :** Recul partiel sur certaines obligations de reporting. Bruxelles reconnaît à demi-mot l'excès de normes.
- **PROJET BEFIT & PILIER 2 (OCDE) :** Harmonisation fiscale sans effet immédiat sur la relocalisation industrielle.
- **ACCORDS DE LIBRE-ÉCHANGE (ex : MERCOSUR) :** Maintenus malgré leurs effets délétères sur l'agriculture et les PME.
- **UNION DES MARCHÉS DE CAPITAUX :** Pensée pour la finance, non pour l'industrie. Nouveau recul de la souveraineté économique.

Vers un protectionnisme européen

un choix rationnel et inévitable



Le libre-échange a montré ses limites

L'Union européenne s'est enfermée dans une idéologie libre-échangiste, aveugle aux effets destructeurs d'une mondialisation sans règles. Délocalisations massives, désindustrialisation, dépendance stratégique : les preuves de cet échec sont nombreuses. Nos agriculteurs, nos ouvriers, nos PME paient le prix fort de cette politique qui les met en concurrence directe avec des productions issues de pays ne respectant ni nos normes sociales, ni nos exigences environnementales.

Face à ce constat, le retour du protectionnisme n'est pas un repli, mais une réponse de bon sens. Il ne s'agit pas de fermer nos frontières, mais de restaurer une forme de souveraineté économique compatible avec la

prospérité des peuples et la sécurité des nations.

Le contexte international oblige l'Europe à changer de cap

Les grandes puissances économiques — les États-Unis, la Chine, l'Inde — ont depuis longtemps intégré des logiques protectionnistes dans leurs politiques commerciales, qu'il s'agisse de subventions massives à l'industrie, de clauses de contenu local ou de barrières non tarifaires.

L'Europe, en persistant dans un dogme obsolète, se retrouve seule à jouer un jeu auquel les autres trichent. Ce déséquilibre structurel est devenu insoutenable. L'argument moral du libre-échange s'effondre quand il sert de prétexte à une concurrence déloyale et à la dilution de nos standards.

Nos propositions pour un protectionnisme européen intelligent

Le groupe des Patriotes pour l'Europe défend des mesures claires et cohérentes en faveur d'un protectionnisme économique au service des peuples européens.

Nos principales propositions s'articulent autour de cinq axes :

- **Moratoire immédiat sur les accords de libre-échange :** Geler la négociation de nouveaux traités commerciaux tant que des garanties sérieuses sur la réciprocité sociale, environnementale et sanitaire ne sont pas obtenues. L'exception agricole française doit être sanctuarisée.
- **Taxe carbone aux frontières :** Instaurer une taxe ciblée sur les produits finis et semi-finis importés ne respectant pas nos standards, à l'inverse de la taxe Bruxelles qui pénalise nos propres matières premières.
- **Préférence nationale et communautaire :** Réserver les marchés publics aux productions françaises et européennes, notamment dans les secteurs stratégiques : défense, énergie, alimentation, santé, infrastructures.
- **Clause de sauvegarde commerciale :** Permettre à chaque État membre de suspendre temporairement les importations de produits menaçant gravement un secteur national clé.
- **Contrôle renforcé des investissements étrangers :** Limiter l'accès aux entreprises stratégiques européennes par des capitaux extra-européens, en particulier dans les secteurs critiques (énergie, numérique, défense).

Un projet réaliste, soutenu par les peuples

Loin d'être une nostalgie d'un passé révolu, le protectionnisme européen que nous défendons est une réponse pragmatique aux défis du XXI^e siècle. Il s'inscrit dans une logique de souveraineté, de justice économique et de transition durable.

L'ère de la naïveté commerciale est révolue. Les peuples européens demandent des actes. Il est temps que l'Union européenne cesse d'être un marché ouvert aux quatre vents pour devenir un bastion de résistance économique, sociale et identitaire. ■

L'Union européenne contre les nations

Chaque semaine – chaque jour, presque – l'Union européenne montre sa réelle nature : celle d'un projet mortifère pour les nations, dont la transparence est absente. Dans les domaines les plus variés, l'actualité fourmille à nouveau d'exemples de cette stratégie, inlassablement dénoncée par les Patriotes pour l'Europe. Le financement d'un Coran européen, une stratégie contre le racisme à géométrie variable (oubliant délibérément la christiano-phobie, par exemple), des subsides de l'UE accordés à des ONG aux buts clairement idéologiques, un appel d'air pour une immigration déguisée et débridée à travers un dispositif nouveau, dans lequel la Commission propose la création d'un réservoir européen de « talents », etc. On pourrait multiplier les exemples *ad nauseam*... Chacun d'eux est un élément d'un puzzle dans lequel les identités se dissolvent. Dans les pages qui suivent, nous décryptons ces « signaux faibles » qu'on aurait tort de négliger, puisque, comme l'affirme la sagesse populaire, les petits ruisseaux font les grandes rivières. À parcourir cette litanie d'événements et de décisions, on se souvient des mots de Jean Raspail dans son roman *Septentrion* (1979) : « Les signes s'accumulaient, sans que nous en percevions, tout au nord du pays, loin de la capitale et de ses clochers dorés, les exactes conséquences. Nous comprenions vaguement comment, sans savoir réellement pourquoi. Tout allait vite, avec des modifications tangibles dans notre vie de tous les jours, mais rien n'était net. Tout changeait dans le flou, comme si une sorte de guimauve envahissante, poisseuse et tenace, transfusée dans les artères vivantes du pays, gelait le cœur et les âmes, et aussi les rouages de l'État, les activités de la nation, pétrifiant jusqu'au corps profond de la population. Dans quel but ? » Celui de l'Union européenne est clair...

LA « RÉSERVE DES TALENTS », NOUVEAU CHEVAL DE TROIE DE L'IMMIGRATION MASSIVE

En mars dernier, la Commission des libertés civiles a approuvé un dispositif facilitant le recrutement, sur le territoire européen, de travailleurs étrangers résidant hors de l'Union européenne. Dans le contexte national qui est le nôtre, cette décision soulève d'importantes préoccupations.

par Séverine Werbrouck

Cette mesure s'apparente à la mise en place d'une nouvelle filière migratoire déguisée, susceptible d'accroître le dumping social en Europe. Comment envisager sérieusement une amélioration des conditions de travail et une revalorisation des salaires, quand les institutions européennes encouragent simultanément une concurrence accrue par une main-d'œuvre extérieure bon marché ?

Si la Commission européenne prétend que l'utilisation de ce dispositif restera facultative pour les États membres, plus personne ne croit d'ores-et-déjà en la bonne foi de cette organisation supranationale

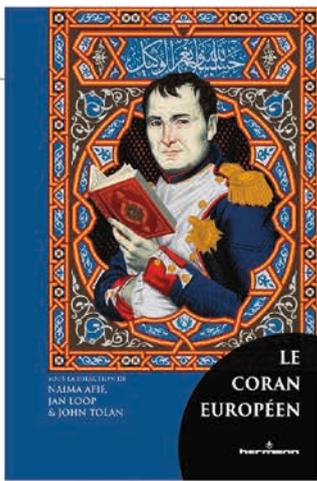
et en ses représentants. Dont on connaît le calendrier idéologique, éprouvé et jamais approuvé depuis des décennies.

En outre, le texte prévoit déjà explicitement une pérennisation du dispositif via un système de reconnaissance des équivalences et de certification des compétences pour les travailleurs étrangers, au niveau européen.

Cette mesure confère une pseudo légitimité à ces immigrants, favorisant grandement leur installation sur le territoire d'arrivée. Dont le départ est rendu incertain, notamment par le recours au travail dissimulé. Par l'organisation d'un système de distribution de visas, soutenue par nombre d'employeurs peu scrupuleux. Ou plus prosaïquement, par le laxisme proprement français dans la non-reconduction aux frontières européennes comme nationales.

Il convient de s'opposer fermement à chaque nouveau mécanisme qui risquerait de déstabiliser le marché du travail français. Le robinet migratoire est déjà grand ouvert et la Commission persiste à en augmenter le débit. Il est temps de serrer la vis.





◀ La première de couverture du livre «Le Coran européen», financé par l'Union européenne, montrant Napoléon lisant un Coran.

Catherine Griset

Le « Coran européen », un exemple de réécriture de l'Histoire pour justifier toujours plus d'immigration

Historiquement, une part de l'identité européenne s'est construite en résistance aux invasions arabo-musulmanes et ottomanes. Mais, pour justifier l'immigration de masse, la Commission européenne s'efforce de déconstruire cette réalité au profit d'un narratif absurde d'une Europe islamique, voire construite grâce à l'islam.

En témoignage le projet « Coran européen », financé à hauteur de 10 millions d'euros par le Conseil européen de la recherche, qui prétend que le Coran aurait contribué à façonner l'identité européenne du XII^e au XIX^e siècle, et continuerait de le faire aujourd'hui.

Révélee le 13 avril par le *Journal du Dimanche*, cette falsification historique s'inscrit dans la négation des racines chrétiennes de l'Europe. Parmi les bénéficiaires : des chercheurs liés à des réseaux proches des Frères musulmans.

La Commission n'en est pas à son premier financement d'institutions liées à la mouvance islamique, comme ce fut le cas avec l'université islamique de Gaziantep ou le projet controversé du « campus Hamas ». Notre groupe, les Patriotes pour l'Europe, exige l'arrêt de ces financements. L'Histoire ne doit pas être dévoyée au service d'un projet mondialiste et woke.



STRATÉGIE EUROPÉENNE CONTRE LE RACISME

La Commission européenne a présenté sa stratégie de lutte contre le racisme 2026-2030. Si l'intention peut sembler louable, un examen plus attentif révèle une manœuvre politique visant à culpabiliser les Européens, tout en refusant de reconnaître qu'ils peuvent aussi être victimes.

par **Fabrice Leggeri**

Aucune mention, dans le texte, du racisme anti-blanc ou de la christianophobie. Pourtant, dans certains quartiers, être perçu comme « blanc » suffit à subir harcèlement, intimidations, voire agressions. Ce phénomène, longtemps nié, commence à émerger dans le débat public, révélant l'ampleur des discriminations vécues par des jeunes jugés « trop français ».

Autre exemple criant : la focalisation sur « l'islamophobie », un terme largement promu par des organisations



proches des Frères musulmans, alors que la christianophobie est en pleine explosion. En France, 770 actes antichrétiens ont été recensés en 2024, contre 173 actes antimusulmans. Pourquoi cet écart de traitement ? Pourquoi ce silence sur les attaques visant les chrétiens ? Parce qu'il ne s'agit pas de combattre toutes les formes de racisme, mais de sélectionner celles qui s'inscrivent dans le récit idéologique de Bruxelles.

Ce déni révèle l'échec du modèle multiculturaliste européen et la gêne à nommer certains auteurs de violences, notamment homophobes, lorsqu'ils ne correspondent pas au profil attendu.

Notre groupe, les Patriotes pour l'Europe, fait de la lutte contre toutes les discriminations une priorité, sans céder au politiquement correct. Nous refusons que des Français soient agressés ou humiliés pour ce qu'ils sont, dans l'indifférence des institutions.

GUERRE COMMERCIALE STRATÉGIE NIHILISTE DE L'UNION EUROPÉENNE

par France Jamet

Le découplage sino-américain s'accélère

L'épopée douanière du président des États-Unis a-t-elle vraiment bouleversé les données de l'économie mondiale ? Ou n'a-t-elle été qu'un accélérateur d'un processus de démondialisation encore obscur et difficile à cerner ?

Ce qui est clair, c'est que les actions de Donald Trump ont prolongé la dynamique de découplage entre les économies chinoise et américaine. La part



des exportations chinoises vers les États-Unis est passée de 15 % à 10 %. De même, la part des importations américaines en provenance de Chine, après un pic à 21,6 % en 2017, a chuté à 16,5 % en 2022, et continuera sans doute de décroître.

Le monde change... sans nous

Pendant que les nouveaux « Deux Grands » reconfigurent la carte économique mondiale, la place de l'Union européenne — et donc de la France impuissante — reste celle d'une marge que se disputent deux empires. Les dirigeants européens, qui ont toujours levé les yeux vers Washington pour chercher des

réponses à leurs questions, se retrouvent en pleine dissonance cognitive, agissant au coup par coup, sans réel plan ni vision. En témoignent les gesticulations de la Commission européenne, tantôt vis-à-vis de la Chine, tantôt vis-à-vis de Trump, pour tenter de parer au plus pressé.

Leur projet : nous réunir dans l'échec

Au final, le péché originel de la construction européenne se révèle : vouloir devenir un empire faible et conformiste, vivant encore dans un XX^e siècle révolu, plutôt que de s'appuyer sur des nations fortes dont les divergences, loin d'être une faiblesse, pourraient au contraire fonder une complémentarité que l'Union européenne refuse. Elle préfère nous voir échouer ensemble sous sa férule plutôt que réussir séparément par nos propres moyens.

L'issue serait alors notre réduction à une périphérie insignifiante, au service de l'un ou l'autre empire. Ce scénario, il faut absolument le refuser.

CONTRÔLE DES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS NOTRE SOUVERAINETÉ INDUSTRIELLE BRADÉE

Le Parlement européen a adopté, le 8 mai dernier, un règlement renforçant considérablement les pouvoirs de la Commission européenne en matière de contrôle des investissements dits « étrangers ».

par Christophe Bay

Sous couvert de « protection stratégique » et de risque de « trouble à l'ordre public » Bruxelles pourra imposer des décisions, déclencher des évaluations et enquêter sur tout investissement étranger, y compris et surtout dans des domaines stratégiques comme le nucléaire et la défense.

Prenons un exemple : Si EDF veut investir dans le nucléaire en

France avec son homologue britannique, la Commission aura un droit de regard pour retarder l'investissement. Alors que la France veut s'engager de nouveau dans ce domaine, cela promet de belles passes d'armes d'autant plus qu'un État de l'UE pourra également s'opposer à cet investissement.

Raphaël Glucksmann, rapporteur zélé de ce texte d'abandon de notre souveraineté industrielle, a même été au-delà des souhaits de la Commission alors que le Conseil s'opposait à la refonte du règlement existant. C'est un véritable coup d'État bureaucratique contre les nations. Les macronistes, les socialistes, les LR de Monsieur Bellamy et l'extrême

gauche de Manon Aubry ont tous voté pour ce texte.

Nous, députés Patriotes pour l'Europe, disons non à cette prise de contrôle par la Commission sur notre souveraineté industrielle. Nous refusons ce règlement et défendons le respect des souverainetés nationales. Non à cette Europe des commissaires tout-puissants, oui à une Europe des nations libres et maîtresses de leur destin.



ULTIME PIÈGE EUROPÉISTE

LE 28^e RÉGIME

Dans les prochaines semaines, la Commission européenne prévoit de soumettre au Parlement européen une série de textes qui pourraient profondément transformer l'environnement juridique des entreprises en Europe. Au cœur de cette démarche : la création d'un code européen du droit des affaires, visant à unifier les règles en matière de droit des sociétés, d'insolvabilité, de droit du travail et de fiscalité. Objet juridique non identifié, le vingt-huitième régime menace insidieusement la souveraineté des nations : présentation d'un projet fédéraliste de plus.

par Pascale Piera

Ce projet, présenté comme un « vingt-huitième régime », viendrait s'ajouter aux systèmes juridiques existants des 27 États membres. Fidèle à sa devise « protéger, simplifier, uniformiser », l'Union s'apprête ainsi à poser les fondations d'un nouveau corpus juridique. Mais que savons-nous réellement de cet objet juridique encore non identifié ?

Une vieille idée relancée

Bien que le concept d'un droit européen des affaires circule depuis le début des années 2000, il a été remis sur le devant de la scène par le rapport Letta sur le marché intérieur, publié en avril 2024. Celui-ci recommande clairement :

- de lever les barrières nationales freinant les PME,
- de créer une société européenne simplifiée,
- et d'harmoniser les systèmes fiscaux nationaux.

Dans son sillage, le rapport Draghi sur la compétitivité, présenté en septembre 2024, a renforcé cette dynamique. La présidente de la Commission, Ursula von der Leyen, a même chargé ses commissaires de concevoir un statut juridique européen destiné aux entreprises innovantes, leur offrant des règles plus simples et harmonisées dans le cadre de ce vingt-huitième régime.

Vers un droit unique, par la voie du règlement

Sous prétexte de fluidifier le marché intérieur, la Commission envisage d'imposer ces nouvelles règles par voie de règlement, ce qui signifie une application immédiate et uniforme dans tous les États membres, sans marge d'interprétation nationale.

Les premières fuites laissent penser que ce futur droit européen inclura :

- une harmonisation complète du droit de la consommation,
- une uniformisation du droit du travail,
- et potentiellement, la création d'un impôt européen sur les sociétés.

Une menace pour la souveraineté nationale

Pour l'instant, ce vingt-huitième régime serait réservé aux entreprises « innovantes », et sur une base volontaire. Mais pour combien de temps ? Quel avenir pour les salariés qui risquent d'être embarqués malgré eux dans un système social encore flou, probablement moins protecteur que les modèles nationaux ?

Derrière un intitulé aux allures de science-fiction, ce régime marque une attaque directe contre la souveraineté juridique des États. Il s'inscrit dans la logique d'un fédéralisme européen toujours plus affirmé.

Nous avons aujourd'hui la responsabilité de rester vigilants, et de défendre avec force ce qui relève encore de notre droit national. Car c'est bien la capacité de nos nations à décider librement de leurs règles économiques, sociales et fiscales qui est en jeu.



UNION EUROPÉENNE ET ONG LA GRANDE GABEGIE

Le scandale des ONG, ce sont ces milliards de fonds publics détournés pour du lobbying politique ou pour des activités sans réelle utilité pour le contribuable. Comme aux États-Unis, avec l'affaire USAID révélée par l'équipe du président Trump, il était déjà évident – dès le scandale du « Qatargate » en 2022 – que certaines organisations non gouvernementales (par exemple les ONG socialistes Fight Impunity ou No Peace Without Justice) profitent des fonds européens dans une opacité coupable.

par Virginie Joron

Un financement massif, mais opaque

D'après un rapport de la Cour des comptes européenne (7 avril 2025), 7,4 milliards d'euros ont été alloués par l'UE à 12 000 ONG entre 2021 et 2023, notamment pour des actions liées à la migration et à l'environnement. Mais au Parlement européen (14 mai), les auditeurs ont dénoncé un grave manque de transparence :

« *Aucun aperçu centralisé n'indique quelle ONG a reçu quoi, ni à quoi l'argent a été utilisé. Il n'y a aucun processus pour vérifier si une organisation est à but non lucratif, au service du public ou contrôlée par un gouvernement.* »

Ces lacunes avaient déjà été signalées en 2018. Malgré cela, la Commission européenne n'a pas corrigé le tir – et restreint même l'accès des députés aux documents contractuels : chaque élu ne peut consulter qu'un seul contrat. Une question s'impose alors : pourquoi ces contrats ne sont-ils pas publics ?

Le double visage des ONG à Bruxelles

Le mot « ONG » évoque l'engagement désintéressé, les bénévoles, la solidarité... Mais à Bruxelles, certaines structures exploiteraient ce capital moral pour mener un lobbying idéologique, parfois anti-climatique ou anti-frontières.

Collectivement, les ONG dépenseraient 159 millions d'euros par an en lobbying auprès de la Commission, soit autant que toutes les banques, les GAFAM et Monsanto réunis. Ces entités agiraient ainsi comme des partis politiques déguisés – qui, selon certains, devraient être soumis aux mêmes règles de transparence.



Mastodonte du lobbying : le cas Oxfam

Parmi les ONG les plus influentes, Oxfam incarne une véritable mégastructure :

- **Plus d'un milliard d'euros** de budget annuel ;
- **17 lobbyistes** à Bruxelles ;
- **795 millions d'euros reçus** de l'UE entre 2014 et 2023 ;
- **Salaires pouvant atteindre 150 000 € par an** pour les dirigeants.

En parallèle, 30 ONG se sont partagées 40 % des fonds européens sur la même période (soit 3,3 milliards d'euros). Des personnalités politiques sont issues de cet univers :

- **Manon Aubry** (ex-Oxfam France) devenue eurodéputée LFI ;
- **Cécile Duflot**, ex-dirigeante des Verts, à la tête d'Oxfam France depuis 2018.



Mathilde Androuët

La Commission a-t-elle financé des ONG pour influencer des députés en faveur du Green Deal ?



Pour une réforme profonde de la transparence

Les citoyens ont le droit de savoir où va leur argent. Il est indispensable de vérifier le caractère non lucratif, l'utilité publique et l'indépendance réelle des ONG subventionnées. Les salaires des dirigeants doivent être rendus publics, tout comme les contrats signés avec la Commission.

Par ailleurs, le financement d'ONG promouvant la Commission elle-même — comme dans le scandale du programme *LIFE* — suscite de vives critiques.

Face à ces révélations, la gauche radicale et les socialistes proposent d'interdire les financements aux entités jugées contraires aux « valeurs de l'UE », renforçant ainsi un écosystème perçu comme antidémocratique par ses détracteurs.

Le Pacte vert ou *Green Deal*, qui rassemble les textes fondateurs de la décroissance agricole et industrielle (réduction de 55 % des émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2030, énergies renouvelables, interdiction des voitures thermiques neuves...), a provoqué des révoltes dans toute l'Europe, tant son objectif apparaît destructeur.

Aussi, quand la presse a révélé que la Commission européenne aurait utilisé des programmes de financement d'ONG pour influencer le vote des députés en faveur du Pacte vert, les Patriotes pour l'Europe ont organisé la riposte.

Comment ont été utilisés ces fonds ? Quelle transparence ? Quelle séparation des pouvoirs ? Ces questions ont été au cœur de notre objection sur le programme *LIFE*. Une objection, c'est la remise en cause de l'exécution d'un texte de la Commission. Ici, notre objectif était de suspendre ce programme de plus de cinq milliards d'euros, laissé sans contrôle réel.

Sans surprise, la gauche a hurlé contre la remise en cause de la si vertueuse Commission... et des encore plus vertueuses ONG. Et, sans surprise non plus, le PPE — la droite Bellamy-Retailleau — a laissé passer cette occasion historique : à deux voix près, nous pouvions réintroduire un minimum de transparence et de probité dans la gestion de ces milliards.

Pourquoi ne pas rendre publics des contrats sans aucun enjeu sécuritaire, mais représentant des sommes colossales d'argent public ? Pourquoi refuser des audits ou des contrôles parlementaires renforcés ? Poser la question est déjà un sacrilège. Vous savez pourquoi, maintenant.

L'AUTOMOBILE SACRIFIÉE SUR L'AUTEL DU GREEN DEAL LES PATRIOTES PASSENT À L'OFFENSIVE

Face à l'effondrement annoncé de l'industrie automobile européenne, les Patriotes pour l'Europe dénoncent l'idéologie aveugle du Green Deal de la Commission. Une résolution déposée au Parlement européen tire la sonnette d'alarme.

par Julien Leonardelli



Une industrie stratégique en sursis

Pilier de l'économie européenne, le secteur automobile représente plus de 8 % du PIB de l'Union et fait vivre des millions de familles. Pourtant, Bruxelles semble décidée à précipiter sa chute. À travers une résolution portée par Klára Dostálová, le groupe des Patriotes pour l'Europe dénonce la politique de la Commission, qui étouffe l'industrie sous des tonnes de normes climatiques irréalistes.

Le dogme du Green Deal contre les réalités économiques

Sous couvert de transition écologique, le *Green Deal* impose des objectifs déconnectés du réel : interdiction des moteurs thermiques dès 2035, pénalités CO₂ massives, sur-réglementation asphyxiante... Résultat : désindustrialisation, délocalisa-

tions, explosion des coûts pour les PME, et dépendance accrue à la Chine pour les batteries et les matières premières. Le peuple paie, pendant que la Commission déroule une feuille de route idéologique.

Patriotes pour l'Europe : priorité à la souveraineté industrielle

Pour le groupe des Patriotes, il est urgent de revenir à la raison. La résolution exige la suppression des sanctions, le respect de la neutralité technologique et la reconnaissance des carburants alternatifs.

Il ne s'agit pas de renier la transition, mais de refuser qu'elle se fasse au détriment de nos emplois, de nos usines et de nos savoir-faire. L'Europe doit reprendre le contrôle de son avenir industriel, sans se laisser dicter sa politique par des ONG subventionnées ou des intérêts étrangers.

Volkswagen a annoncé la suppression de plus de 35 000 emplois en Allemagne d'ici à 2030, dans le cadre d'un accord conclu le 20 décembre 2024 avec le syndicat —IG Metall. ◀

La nouvelle offensive de l'Union européenne contre la voiture

Bruxelles attaque une nouvelle fois nos automobilistes

Encore une fois, des technocrates confortablement installés à Bruxelles, s'en prennent à ceux qui bossent, qui roulent, qui vivent hors des métropoles. L'Union européenne nuit aux automobilistes et à notre industrie automobile sous prétexte d'écologie et de sécurité routière : de nouvelles normes contraignantes sur le contrôle technique et le permis de conduire s'appêtent à frapper des millions de Français. Des contrôles plus fréquents, des critères plus durs, des formalités plus coûteuses... le but est clair : chasser les voitures à essence, surtout celles des plus modestes. À Bruxelles, ils rêvent d'un monde de trottinettes électriques, de transports « verts » et de métros automatiques. Mais dans nos campagnes, nos villages, nos zones rurales, la voiture n'est pas un luxe : c'est une nécessité vitale. C'est ce qui permet de travailler, de conduire ses enfants à l'école, d'aller chez le médecin – quand il en reste encore un. Le plus révoltant ? Ces mêmes eurocrates qui culpabilisent les automobilistes soutiennent, dans le même temps, le libre-échange à outrance. Pendant qu'ils traquent les moteurs diesel, ils laissent circuler des porte-conteneurs géants, pollueurs massifs des mers et de l'air, pour inonder l'Europe de plastique asiatique et de fruits traités aux pesticides importés du bout du monde.

Assez d'hypocrisie, assez de mépris

Les députés Rassemblement National au Parlement européen défendront toujours les automobilistes français. Pour le droit à la mobilité, à la dignité, et à l'indépendance.

HYDROGÈNE L'EUROPE SABORDE L'AVIATION DU FUTUR

Le groupe Airbus a récemment annoncé le report de son projet d'avion à hydrogène. Derrière cette annonce, se cache une réalité politique manifeste : l'incompétence industrielle de l'Union européenne, incapable de protéger et soutenir une filière d'avenir essentielle.

par **Philippe Olivier**

Un projet reporté en plein vol

En 2020, Airbus avait dévoilé un projet ambitieux : concevoir le premier avion commercial à hydrogène, zéro émission, d'ici à 2035. Plusieurs prototypes étaient envisagés, dont un modèle capable de transporter jusqu'à 200 passagers sur une distance de 2 000 milles nautiques — soit assez pour relier New York à Las Vegas. Le projet était soutenu par plus de 1,7 milliard de dollars d'investissements du groupe et des ingénieurs expérimentés. Mais, cinq ans après son lancement, le constructeur aéronautique est contraint de réduire d'un quart le budget alloué, réorienter une partie du personnel impliqué, et surtout, repousse l'échéance de dix ans. Cela est tout sauf anodin.

Un échec symptomatique de l'UE actuelle

Au motif de cette marche arrière, précise Airbus, des défis techniques irrésolus, l'adoption trop lente des technologies à hydrogène dans l'économie, les coûts prohibitifs... En filigrane, c'est l'incapacité chronique de l'UE à soutenir ses filières naissantes qui est ici visée — tant il est vrai que d'autres groupes européens comme Nestlé ou BP ont, eux aussi, mis un coup d'arrêt à leurs projets de production d'hydrogène. Si la Chine, les États-Unis ou encore l'Inde multiplient les plans souverains pour soutenir leurs industries, Bruxelles se contente de fixer des objectifs écologistes maximalistes, sans s'assurer ni permettre leur faisabilité technologique. Fichtre !

L'urgence d'un protectionnisme intelligent, filière par filière

En clair, l'UE laisse ses industriels livrés à eux-mêmes, devant des investissements colossaux, des calendriers intenable, l'absence criante d'infrastructures adaptées et une concurrence internationale activement dopée par des États de plus en plus interventionnistes. À l'instar des biocarburants — eux aussi cruciaux pour l'avenir de l'aéronautique — Bruxelles ne dispose d'aucune feuille de route claire ni même de vision industrielle. En se reposant naïvement sur le seul jeu du marché, elle laisse chaque filière d'avenir se débrouiller seule, alors qu'un soutien actif et prospectif est plus que nécessaire. Il est grand temps d'engager l'Europe sur la voie d'un « protectionnisme intelligent », établi filière par filière, pour offrir à chaque secteur les moyens concrets de son développement.



Un an après le 9 juin 2024, le sursaut européen

Une victoire historique, un nouveau groupe

Le 9 juin 2024, la liste du Rassemblement National menée par Jordan Bardella remportait largement les élections européennes avec 32 % des voix, doublant la liste macroniste. En France, cette victoire historique a poussé Emmanuel Macron à dissoudre, le soir même des résultats, l'Assemblée nationale, avec une recomposition politique majeure qui a suivi. Au Parlement européen, cette victoire a permis la création du groupe Patriotes pour l'Europe, désormais troisième force politique avec 85 députés issus de 13 délégations nationales.

Des résultats concrets et une influence qui compte

Malgré un cordon sanitaire antidémocratique, nous avons réussi à modifier de nombreux textes. Ainsi, le report d'un an du règlement « déforestation », la suspension de la CSRD et de la CS3D, et la révision du plan CO₂ automobile. Ces textes menaçaient gravement notre agriculture, nos entreprises et notre industrie.

Nos élus ont aussi imposé des débats sur le Mercosur, l'industrie automobile, la détention inadmissible de Boualem Sansal, et fait adopter des amendements :

Suspension de l'aide à la Turquie, soutien aux exportateurs de cognac, renforcement de Frontex, création d'une réserve agricole, dénonciation de la propagande islamiste.

Certaines victoires discrètes mais décisives

Nous avons contré une atteinte aux libertés dans l'hôtellerie-restauration, protégé le droit de propriété, obtenu la reconnaissance du danger djihadiste et dénoncé l'instrumentalisation du droit des femmes pour promouvoir l'immigration. Nos amendements ont renforcé la liberté d'expression et la souveraineté nationale.

L'hypocrisie des autres partis

Les macronistes soutiennent à Bruxelles ce qu'ils dénoncent à Paris : technocratie, Pacte vert, surtranspositions. Les Républicains critiquent le Pacte migratoire en France, mais le PPE, auquel ils appartiennent, l'a voté à Strasbourg. Seule notre ligne est constante : défense des

peuples, des frontières, des intérêts français.

Un basculement idéologique face à un système corrompu

Souveraineté, protectionnisme, nucléaire... Nos idées gagnent du terrain. Partout en Europe, les forces patriotes montent : Vlaams Belang (Belgique), FPÖ (Autriche), Konfederacja (Pologne), Chega (Portugal), avec des gouvernements alliés en Italie et en Hongrie.

Mais le combat continue. 2,5 milliards d'euros ont été versés à un régime islamiste en Syrie. Des ONG liées au Hamas ont été financées. La Commission soutient un projet de réécriture de l'histoire européenne via le Coran et un certificat de parentalité équivalent à une reconnaissance de la GPA.

Un combat pour la liberté

Corruption étouffée, ingérences ignorées, fonds publics détournés : il s'agit d'un projet idéologique de dissolution des peuples. Nous poursuivons notre action : Démantèlement du Green Deal, retour du nucléaire, soutien à notre agriculture, rejet du Pacte migratoire, défense de la liberté d'expression. ■

« Le 9 juin 2024 fut un tournant. Les prochaines années doivent être celles du redressement. Il ne s'agit pas seulement de politique, mais de civilisation. Nous avons choisi. Nous ne reculerons pas. »

JEAN-PAUL GARRAUD,

PRÉSIDENT DE LA DÉLÉGATION FRANÇAISE DU GROUPE PATRIOTES POUR L'EUROPE

JOURNÉES D'ÉTUDE À ATHÈNES DU GROUPE PATRIOTES : ÉTUDIER, SE RASSEMBLER, SE SOUVENIR.

Du 22 au 24 mai 2025, les députés du groupe Patriotes pour l'Europe se sont réunis à Athènes pour la deuxième édition des Journées d'étude, dans un cadre symbolique, puissant et inspirant. Athènes, berceau de la démocratie et matrice spirituelle de l'Europe, nous a accueillis avec sa lumière, son histoire et sa mémoire millénaire.

La Grèce, mère de notre civilisation

Choisir la Grèce, ce n'est pas anodin. C'est honorer nos racines : la liberté d'expression, la souveraineté populaire, le respect des lois, l'amour de la patrie — tous sont nés ici, sur cette terre sacrée. L'Acropole, majestueuse, nous rappelle ce qu'une cité peut bâtir quand elle est animée par la fierté, la foi, le courage et la raison.

Comme l'a rappelé Afroditi Latinopoulou, députée grecque et hôte de ces journées, « la défense de notre identité culturelle et de notre histoire forme le cœur d'une véritable renaissance européenne ».

Trois jours pour unir nos forces

Au programme : conférences sur la migration, présidées par Jean-Paul Garraud, sur la liberté d'expression et la valeur de la mémoire historique, avec une table ronde sur le génocide des Grecs pontiques, animée par Gilles Pennelle — un moment particulièrement émouvant.

Ces journées d'études se sont achevées par une visite du musée de l'Acropole et du site historique du Parthénon.

Un message fort depuis Athènes

Comme l'a exprimé Jordan Bardella : « Être patriote, exprimer son attachement à sa culture et à sa nation, ne devrait jamais exiger du courage. Cela devrait être la norme en démocratie ». Ces Journées d'étude ont réaffirmé notre volonté commune de défendre une Europe des Nations, des peuples libres et enracinés, contre toutes les menaces qui pèsent sur nos libertés.



« Je dois me tenir
à l'écart, vivre
comme un exilé »

Ludwig van Beethoven



Beethoven, représenté ici avec un cornet acoustique, symbolise sa lutte contre la surdité qui l'a marqué dans les dernières années de sa vie, ce qui ne l'a pas empêché de continuer à composer des chefs-d'œuvre.



MARIE DAUCHY

Le handicap invisible oublié des politiques publiques

Les handicaps invisibles, ces souffrances silencieuses, sont aujourd'hui les grands oubliés des politiques publiques. Tandis que nos compatriotes touchés par des troubles auditifs, cognitifs, psychiques ou des maladies chroniques se battent quotidiennement pour simplement exister, l'Union européenne et la France les abandonnent.

Une réalité insupportable

Contrairement aux idées reçues, le handicap invisible n'est pas plus facile à vivre parce qu'il est moins visible. Au contraire, il plonge ceux qui en souffrent dans un isolement encore plus cruel. Beethoven, frappé par la surdité, écrivait : « Je dois me tenir à l'écart, vivre comme un exilé. »

Aujourd'hui, ce sentiment d'exil est partagé par des millions de Français qui doivent affronter seuls l'incompréhension, la stigmatisation, et le poids d'une société qui préfère détourner le regard.

Bruxelles promet, la France abandonne

L'Union européenne multiplie les grandes déclarations avec sa stratégie 2021-2030 pour les personnes handicapées. Mais ces promesses ne changent rien pour ceux qui subissent cette réalité.

« L'ESSENTIEL
EST INVISIBLE
POUR LES YEUX »

LE PETIT PRINCE, ANTOINE DE SAINT-EXUPÉRY

EN FRANCE, LES COUPES BUDGÉTAIRES SE SUCCÈDENT :

- Les budgets des structures médico-sociales ont été réduits de 5 à 10 % en deux ans.
- Les collectivités locales ont vu leurs moyens amputés de 2,2 milliards d'euros en 2025.

Derrière les chiffres, ce sont des établissements qui ferment, des familles qui désespèrent, et des vies déjà fragiles que l'on brise un peu plus chaque jour.

Une trahison inacceptable

La situation n'est pas une fatalité : c'est une trahison. Tandis que Bruxelles se berce d'illusions, la France abandonne ses plus vulnérables. Il est urgent d'inverser cette tendance.

- Protéger les personnes en situation de handicap, c'est protéger notre humanité.
- Défendre nos compatriotes, c'est refuser de se soumettre à une Union européenne déconnectée.

Il est temps de se battre pour une France qui protège tous ses enfants, y compris ceux que l'on ne voit pas. Les grandes déclarations ne suffisent plus. Nous exigeons des actes. ■

Les juridictions supranationales ont désormais le pouvoir de s'opposer aux expulsions des clandestins et en usent allègrement. Le Droit national n'est donc plus respecté en France.



MATTHIEU VALLET

Décisions des juridictions supranationales : quels impacts sur notre sécurité ?

Les nations face aux juges internationaux : quand une poignée de juristes empêche les États de protéger leurs citoyens

Des juridictions hors sol qui censurent des lois votées démocratiquement

Cour de justice la plus bruyante en Europe, la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) prétend garantir les droits fondamentaux des citoyens européens. Mais au fil du temps cette juridiction s'est transformée en autorité de censure de nos lois nationales. Elle intervient régulièrement lorsqu'il s'agit de maintien de l'ordre, d'expulsions d'étrangers dangereux ou même de politique pénale. Et le plus souvent, ses décisions bloquent des procédures de bon sens.

Expulser devient un parcours d'obstacles

Un délinquant étranger, même condamné, peut rester sur notre sol grâce à une simple décision

européenne car la CEDH invoque de manière très souple le droit à la vie familiale ou la crainte de mauvais traitements pour bloquer des expulsions pourtant justifiées. Un exemple frappant : en 2018, la CEDH a condamné notre pays pour avoir voulu expulser un ressortissant syrien vers l'Algérie, alors même que ce dernier faisait l'objet d'une OQTF, invoquant le risque de retour vers un pays instable. Ce même argument a été utilisé contre le Royaume-Uni, condamné pour avoir souhaité expulser un ressortissant indien soupçonné de liens avec des mouvements séparatistes violents. Et quand l'Europe n'est pas saisie, c'est l'ONU qui condamne la France pour avoir expulsé un ressortissant malien par crainte de mauvais traitements dans le pays d'origine.

Les cours internationales désarment nos forces de l'ordre

Sous prétexte de défendre les « droits fondamentaux », la CEDH ne cesse de fragiliser l'action de nos forces de sécurité. Chaque intervention, chaque garde à vue, chaque opération peut désormais déboucher sur un procès à Strasbourg, bien souvent initié par des délinquants bien conseillés. En 2010, la CEDH a condamné notre pays simplement parce qu'un suspect avait été entendu sans avocat en garde à vue, contraignant la France à réformer entièrement une procédure pourtant efficace. Plus absurde encore, la France a été condamnée la même année parce que des trafiquants de drogue interceptés avec brio en haute mer n'avaient pas été présentés assez rapidement à un juge !

Nous refusons que nos nations soient paralysées par des décisions rendues à Strasbourg, Genève ou Bruxelles et par des juristes qui n'ont parfois jamais mis les pieds dans le pays qu'ils condamnent. Nos citoyens doivent rester maîtres de leurs lois, de leurs frontières et de leur sécurité. ■



Lettonie

les charmes baltes

Avec l'Estonie et la Lituanie, la Lettonie est l'un des trois « états baltes » de l'Union européenne : visite dans un pays secoué par les événements tragiques du XX^e siècle, petit par la taille, avec ses quelque 64 000 kilomètres carrés, mais grand par ses richesses culturelles et patrimoniales.

Dominée par l'Allemagne, la Pologne, la Suède ou la Russie au cours de longs siècles, la Lettonie proclama une première fois son indépendance le 18 novembre 1918, mais la petite république ne dura guère. Annexée par l'URSS en août 1940 — comme le prévoyaient les protocoles secrets du pacte germano-soviétique —, elle fut envahie par l'Allemagne nazie en 1941, avant d'être de nouveau intégrée à l'URSS après la Seconde Guerre mondiale. Les Soviétiques s'employèrent alors à éradiquer de nombreuses composantes de l'âme balte.

Après la chute du Mur, le pays proclama à nouveau son indépendance, le 21 août 1991. Il est vrai qu'une identité forte s'était développée très tôt. En témoigne l'épopée nationale *Lāčplēšis*, écrite à la fin du XIX^e siècle par Andrejs

À NE PAS MANQUER



RIGA

Surnommée « Perle de la Baltique », la capitale de la Lettonie est une cité hanséatique où se croisent édifices médiévaux — comme l'incroyable Maison des Têtes noires, — que l'on découvre en se perdant dans le labyrinthe des ruelles pavées de la vieille ville, et constructions Art Nouveau, dont la cité est l'un des épiciontres. Les plus belles s'alignent le long d'Alberta iela. On ne manquera pas non plus la visite du Musée de l'Occupation de la Lettonie, créé en 1993, pour mieux comprendre l'histoire complexe du pays.



JŪRMALA

À une vingtaine de kilomètres de la capitale, cette station balnéaire renommée, parfois surnommée la « Saint-Tropez de Lettonie », aligne ses immenses plages de sable blanc sur une trentaine de kilomètres. Elles comptent parmi les plus belles du littoral de la mer Baltique. Entre demeures néoclassiques, maisons en bois du XIX^e siècle (pour lesquelles la cité est particulièrement renommée), influences Art nouveau et immeubles soviétiques au charme suranné, l'endroit offre un patchwork architectural des plus séduisants.



CĒSIS

Située un peu à l'écart des circuits touristiques traditionnels, cette cité médiévale offre une atmosphère paisible entre patrimoine — dont les vestiges du château de Wenden rappellent la place des chevaliers teutoniques dans la région — et culture. Ainsi, le *Global Center for Latvian Art*, fondé en 2011, expose des œuvres d'artistes exilés pendant l'occupation soviétique. On aime également l'ambiance décontractée des rues d'une ville abritant une ancienne brasserie créée en 1590 (désormais fermée).



Pumpurs. Son titre reprend le nom de son personnage principal, qui se traduit en français par « Tueur d'ours ». On le retrouve dans *Feu et Nuit*, l'un des romans les plus célèbres de Jānis Pliekšāns, surnommé Rainis, considéré comme le « Goethe letton », et qui exalta la lutte contre les oppresseurs russes et allemands au début du XX^e siècle.

En connaissant les grands traits de cette destinée, au cours de laquelle « résistance » n'a jamais été un vain mot, il devient possible de mieux comprendre l'un des pays les plus méconnus du continent, aujourd'hui peuplé de près de 1,9 million d'habitants. Dans ses paysages somptueux et au cœur de ses villes, le visiteur est transporté aux confins de l'Union européenne, aux frontières de la Biélorussie et de la Russie...

SPÉCIALITÉ

Considéré comme « l'or de la Baltique », l'ambre se trouve dans une zone allant de Klaipėda (Lituanie) à Liepāja (Lettonie). Cette résine fossile au jaune inimitable, sécrétée il y a des millions d'années par des conifères, sert notamment à confectionner de somptueux bijoux.





PEINTURE

MARK ROTHKO

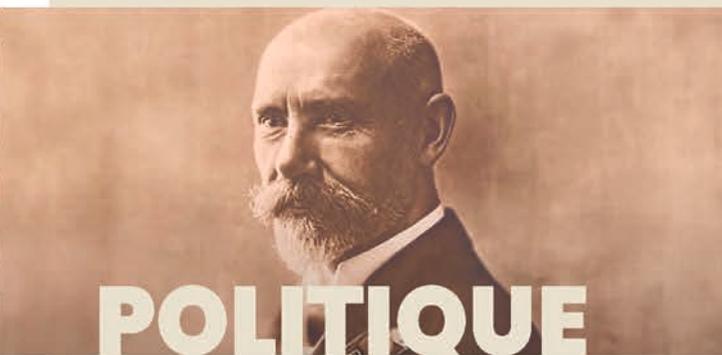
Bien que citoyen américain, le peintre – né Markuss Rotkovičs – est originaire de Daugavpils, où un musée lui est dédié depuis 2013. Mark Rothko (1903-1970) arrive à Portland en 1913, suivant son père qui voulait éviter à ses fils d'être enrôlés de force dans l'armée impériale russe. Avec ses champs colorés vibrants, il est devenu l'un des plus grands artistes de l'Histoire.



MUSIQUE

GIDON KREMER

Né en 1947 à Riga, le violoniste et chef d'orchestre a été formé à la rigoureuse école russe, ayant étudié auprès de David Oïstrakh au Conservatoire Tchaïkovski de Moscou. Son archet prodigieux l'ouvre aux scènes de l'Ouest : après avoir quitté l'URSS en 1980, il mène une brillante carrière internationale et fonde en 1996 la Kremerata Baltica, un orchestre de chambre regroupant de jeunes musiciens des États baltes.



POLITIQUE

JĀNIS ČAKSTE

Alors que le jeune État letton se structure, cet homme politique de l'Union agraire, reconnu pour ses talents d'organisateur et ancien président du Conseil national provisoire, devient en 1922 le premier président de la République. Kārlis Ulmanis (1877-1942), autre figure marquante, est nommé Premier ministre. La nouvelle Constitution est adoptée le 15 février 1922, et la place de Jānis Čakste (1859-1927) reste, symboliquement, centrale jusqu'à aujourd'hui.

NATURE

Protégé depuis 1973, le parc national de Gauja (qui tient son nom de l'un des fleuves du pays, qu'il est possible de descendre en canoë) abrite des merveilles, comme la grotte Gutmanis, les marais de Sudas et de profondes forêts (près de la moitié de sa surface). S'y trouvent aussi les pittoresques châteaux de Turaida, impressionnante forteresse de briques, et de Krimulda.



GASTRONOMIE

L'endroit idéal pour découvrir les charmes de la cuisine lettonne ? Assurément le marché central de Riga, installé dans d'impressionnants anciens hangars de zeppelins reconvertis.

À la confluence des traditions allemande, polonaise et russe, la gastronomie propose des *pirāgi* (beignets de bacon en demi-lune fourrés à l'oignon et à l'œuf) ou des *pelmeņi* (avatar du ravioli).

Si l'une des grandes spécialités locales est le poisson mariné – hareng en tête –, on peut considérer le *pelēkie zirņi ar speķi*, pois gris cuits avec du lard, comme un plat national. On apprécie aussi l'*aukstā zupa*, soupe froide à base de betterave, de kéfir, de concombre, d'œufs durs et de pommes de terre.

Impossible, en outre, de quitter le pays sans goûter le Baume Noir* de Riga, liqueur sombre et amère créée au XVIII^e siècle par un pharmacien de la ville. Enfin, notons que la Courlande possède les vignes les plus septentrionales de la planète : les vins* de la région de Sabile méritent ainsi d'être découverts.

*à déguster avec modération



Vilis KRIŠTOPANS

Latvija pirmajā vietā

Ancien ministre des transports et Premier ministre letton (1998-1999), Vilis Krištopans a également siégé au sein du Parlement letton avant d'être élu député au Parlement européen.



INTERVIEW



Pourquoi avoir rejoint le groupe des Patriotes pour l'Europe ?

Lorsque le groupe des Patriotes a été créé au Parlement européen, j'y ai vu beaucoup de personnes partageant les mêmes idées et se souciant réellement de l'avenir de l'Europe. Les valeurs, la vision des processus politiques et les principes moraux défendus par les Patriotes correspondent parfaitement aux idées de mon propre parti. Je suis très heureux de faire partie de ce groupe, car il y a ici des personnes qui ont une conscience.

Quelles sont vos ambitions pour ce mandat et quels combats souhaitez-vous mener au sein du Parlement européen ?

Comme je le dis en plaisantant en Lettonie, si l'Europe lève l'interdiction des moteurs thermiques, j'aurais fait mon travail au Parlement européen. Mais plus sérieusement, je pense que ma principale lutte ici sera de faciliter la vie des agriculteurs en Lettonie et, par extension, en Europe. Je travaille activement avec diverses organisations d'agriculteurs pour corriger les absurdités créées par le Green Deal, qui causent d'énormes difficultés à nos agriculteurs. Bien sûr, je soutiens à 100 % l'initiative de l'ensemble de notre groupe dans la lutte contre l'immigration illégale et l'idéologie ultralibérale.

Quels sont les principaux enjeux politiques pour vous et votre parti en Lettonie ?

La Lettonie est actuellement en période préélectorale, puisque des élections municipales auront lieu dans quelques jours. Nous faisons une belle campagne et allons certainement faire d'excellents résultats, notamment à Riga. La question principale à l'ordre du jour en Lettonie est le développement économique, car nous sommes à la traîne en Europe sur de nombreux indicateurs. Nous parlons également beaucoup de l'impact négatif du Green Deal sur l'énergie, l'agriculture et les dépenses quotidiennes des citoyens.

Comment décrire la situation économique en Lettonie ces derniers mois ? Comment voyez-vous son avenir ?

Assez mauvaise ! Les denrées alimentaires sont chères, les factures d'électricité élevées et le pouvoir d'achat faible. Notre gouvernement emprunte beaucoup d'argent parce que l'économie stagne. La Commission européenne a également revu à la baisse ses prévisions de croissance économique pour cette année, qui sont parmi les plus faibles d'Europe. La situation est assez difficile et je n'exclus pas la possibilité que le gouvernement augmente les impôts, ce qui aura bien sûr un impact négatif sur la population. ■

Latvija pirmajā vietā (en français : La Lettonie d'abord) est un parti politique letton fondé en 2021 par l'homme d'affaires et ancien député Ainārs Šlesers. Positionné à droite de l'échiquier politique, il prône des valeurs conservatrices, patriotiques et souverainistes. Le parti se distingue par sa critique de l'establishment, sa défense des traditions nationales, et une position ferme sur les questions d'immigration, de politique familiale et de souveraineté énergétique. Il s'adresse principalement à un électeurat patriote et conservateur, en insistant sur la priorité aux intérêts lettons dans tous les domaines. Aux élections législatives de 2022, il a franchi le seuil électoral et est entré au Parlement (Saeima). Aux élections européennes de 2024, *Latvija pirmajā vietā* (LPV) a obtenu 6,16 % des voix, ce qui lui a permis de décrocher un siège au Parlement européen. Ce résultat marque une avancée significative pour LPV, qui fait ainsi son entrée sur la scène politique européenne.

MIEUX CONNAÎTRE NOTRE HISTOIRE EN LISANT HISTOIRE DE LA NATION FRANÇAISE

par Philippe Olivier

Il faut être sacrément audacieux pour s'attaquer à une histoire de la Nation française tant le sujet est complexe, nuancé et délicat. C'est pourtant ce à quoi s'est attelé Eric Anceau avec le savoir et la pédagogie d'un professeur d'université réputé et respecté.

Tout au long de ces quatre cents pages qui se lisent comme un roman, Éric Anceau nous invite à relire les quinze siècles de notre histoire qui ont vu émerger le sentiment d'appartenance française — des siècles féconds, qui ont façonné le patriotisme et vu éclore notre belle Nation. Passant des mythes séculaires au roman national, des grandes figures fondatrices aux guerres fédératrices, des images symboliques à la toponymie souvent poétique et toujours éclairante, ce grand récit démontre la force créatrice de notre pays, mais également sa capacité de résistance et de résilience.

Une construction minutieuse

Dans cet ouvrage que tout militant national devrait avoir lu, Éric Anceau nous montre comment la France, issue de l'alliance entre le trône et l'autel, est devenue le modèle d'État-nation qui fait encore aujourd'hui l'admiration du monde. Il nous rappelle comment le mot « France » est apparu, tout comme notre monnaie — le franc, en 1360 — et notre langue, le français, officialisé à Villers-Cotterêts en 1539. Il retrace l'origine de nos emblèmes : la fleur de lys, la cocarde, le coq, le drapeau tricolore.

Avec minutie, il décortique la grande querelle intellectuelle — et surtout politique — née au moment de la Révolution, autour de la distinction entre les Gaulois, le peuple, et les Francs, l'aristocratie. Cette évocation historique nous rappelle très justement le rôle délétère des Parlements de l'Ancien Régime, ces magistrats manipulateurs qui s'ingénierent, jusqu'à l'explosion révolutionnaire, à empêcher les réformes populaires nécessaires.

L'État au service de la Nation

De Clovis aux Capétiens, et des grandes guerres — comme celle de Cent Ans ou celle de 14 —, le professeur Anceau nous montre comment l'attachement aux rois conduisit naturellement à l'amour de la France, et combien l'école et l'armée jouèrent un rôle moteur dans cette cristallisation du sentiment national. Il souligne l'importance de l'État, capétien d'abord, napoléonien ensuite, puis républicain, dans cette magnifique et fraternelle construction qu'est la Nation française. Un État qui commença très tôt à « faire frontière », en fortifiant les confins par des châteaux forts — protections que Vauban transformera en « ceinture de fer ». Un État qui s'imposa pour apaiser les guerres de religion, un État qui s'évertua, tout au long des siècles, à unifier et à protéger dans l'intérêt national.

La Nation synonyme de fraternité

S'inscrivant dans la conception française de la Nation — qui se distingue totalement de la conception ethnique allemande —, Éric Anceau se distancie à juste titre du nationalisme agressif. Il nous rappelle, avec Fustel de Coulanges, que ce qui distingue une nation, ce n'est ni la race ni l'origine, mais « des hommes qui sentent qu'ils sont d'un même peuple lorsqu'ils ont une communauté d'intérêts, d'affections, de souvenirs et d'espérances ».

Enfin, avec un remarquable esprit de synthèse, l'auteur analyse l'affaiblissement de l'État et la montée d'entités supranationales comme l'UE, qui entraînent une dilution préjudiciable de la souveraineté française, et l'effritement des principes d'indivisibilité et de laïcité. Si rien n'est fait, cette déconstruction méthodique conduira, dans la division et la sécession, au détricotage de notre prodigieux modèle national.

Le retour du politique

Il conclut en nous rappelant qu'être Français, c'est une façon de penser et d'être, un rapport original au réel, un imaginaire spécifique, mais aussi la conscience de notre propre singularité. Ce sentiment procède également du sens que nous donnons à la vie et à l'homme, à la place que nous accordons à l'État, à l'Histoire, aux arts, à la littérature, à nos paysages et à notre gastronomie.

En cela, ce livre — malgré quelques concessions bien peu utiles à la bien-pensance — nous exhorte à poursuivre le combat que nous, Patriotes pour l'Europe et pour la France, avons engagé pour que vive encore et toujours la Nation française.



HISTOIRE DE LA NATION FRANÇAISE

Du mythe des origines à nos jours

Éric Anceau

(528 p. éd. Tallandier)

SITE DE DÉCRYPTAGE ET D'ACTION
DE VOS ÉLUS RASSEMBLEMENT NATIONAL
AU PARLEMENT EUROPÉEN



VU D'EUROPE
DÉCRYPTAGE



PATRIOTES
POUR L'EUROPE

PATRIOTES

POUR L'EUROPE

LETTONIE

LE CHÂTEAU MÉDIÉVAL DE TURAIDA

Le château de Turaida, situé au cœur du parc national de la Gauja en Lettonie, est un joyau médiéval niché dans un paysage enchanteur. Construit en 1214, cet imposant château de briques rouges surplombe la vallée de la Gauja et offre une vue panoramique à couper le souffle. Chargé d'histoire, il abrite un musée en plein air captivant où l'on découvre la vie médiévale, la légende de la Rose de Turaida et des expositions archéologiques fascinantes.

L'EUROPE

UNE CIVILISATION